



RCS : DOUAI

Code greffe : 5952

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DOUAI atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2006 B 50182

Numéro SIREN : 491 878 880

Nom ou dénomination : CAUDIS EXPLOITATION

Ce dépôt a été enregistré le 14/08/2017 sous le numéro de dépôt 2958

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
de Douai

66 rue Saint Julien - BP 829
59508 DOUAI CEDEX
Tél : 0 891 01 11 11 - Fax : 03 27 88 40 49
www.infogreffe.fr/www.greffe-tc-douai.fr

RECEPISSE DE DEPOT

AUDI JURIS
13 rue Niepce
75014 Paris 14

V/REF :
N/REF : 2006 B 50182 / 2017-B-2958

Le greffier du tribunal de commerce de Douai certifie qu'il a reçu le 28/07/2017,

les documents comptables prévus aux articles L 232-21 et suivants du code de commerce, de l'exercice clos le 31/01/2017.

Concernant la société

CAUDIS EXPLOITATION
Société par actions simplifiée
boulevard du 8 Mai 1945
59540 Caudry

Le dépôt consolidé a été enregistré sous le numéro 2017-B-2958 le 14/08/2017

R.C.S. DOUAI 491 878 880 (2006 B 50182)

Fait à DOUAI le 14/08/2017,

Le Greffier

14 AOUT 2017

"CAUDIS EXPLOITATION"

Société par Actions Simplifiée au capital de €40 000
Siège Social : Boulevard du 8 Mai 1945
59540 CAUDRY

491 878 880 RCS DOUAI

**RAPPORT DE GESTION DU COMITE DIRECTEUR
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**

DU JEUDI 29 JUIN 2017

Chers Associés,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, conformément à la loi et aux statuts pour vous présenter notre rapport sur la marche des affaires sociales au cours de l'exercice qui a débuté le 1^{er} Février 2016 et a pris fin le 31 Janvier 2017, soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice et les comptes consolidés à la même date et vous proposer de statuer sur une augmentation de capital réservée aux salariés, sur l'extension de l'objet social et de l'activité et sur des modifications statutaires en conséquence.

Au présent rapport est annexé, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices.

La lecture du rapport de votre Commissaire aux Comptes vous donnera toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous apporter toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

I - ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2017

Au cours de l'exercice clos le 31 Janvier 2017, notre Société a réalisé un chiffre d'affaires global de €78 615 676 contre €78 114 275 lors de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires de l'hypermarché a augmenté de 1,54 % tandis que celui des 3 Drives a progressé de 6,95 %.

*Le principal investissement de l'exercice a porté sur la création d'un magasin de Jouets, dans un bâtiment de 608 m2 situé dans la zone commerciale et loué à la Société par la « SCI BK ». Nous vous précisons que l'ouverture est intervenue le 5 Octobre 2016 et que le chiffre d'affaires est conforme aux prévisions.

Afin de financer les aménagements intérieurs, la Société a contracté un emprunt de €400 000 auprès du « CIC NORD OUEST » moyennant un intérêt fixe égal à 0,40 % l'an.

*Nous avons également développé l'activité de location de véhicules depuis le 27 Juin 2016, en portant la flotte de 14 à 21 véhicules.

*Par ailleurs, nous avons mis en place dans l'hypermarché de nouvelles gondoles fermées, destinées aux produits surgelés et aux fruits et légumes, qui ont généré des économies d'énergie.

Se sont ajoutés au chiffre d'affaires :

- des subventions d'exploitation pour €78 189,
- des reprises sur provisions et transferts de charges pour €248 263,
- des autres produits pour €487 816,

A6

- des produits financiers pour €.701 328, qui correspondent à hauteur de €.699 090 à la distribution de dividendes décidée par l'Assemblée Générale de la Société « CAUDIS » réunie le 16 Juin 2016.

Quant aux charges, elles ont été les suivantes, à savoir :

	31 Janvier 2016	31 Janvier 2017
<u>Charges d'exploitation</u>		
- Achats de marchandises	58 586 089	59 168 123
- Variation de stock	(232 361)	(172 904)
- Achat de matières premières	2 065 343	2 012 837
- Variation de stock (matières premières)	1 392	(4 872)
- Autres achats et charges externes	7 532 403	7 666 527
- Impôts, taxes assimilés	1 354 402	1 406 192
- Salaires et traitements	5 738 627	5 773 806
- Charges sociales	1 825 598	1 841 296
- Dotation aux amortissements	686 813	560 429
- Dotation aux provisions sur actif circulant	93 974	100 395
- Dotation aux provisions pour risques et charges	36 393	31 557
- Autres charges	223 877	89 085
<u>Charges financières</u>	424 667	367 970

Nous enregistrons ainsi, au 31 Janvier 2017, un résultat courant avant impôt de €.1 290 832, lequel après incidence de produits exceptionnels pour €.8 247 et de charges exceptionnelles pour €.10 358, de la participation salariée pour €.42 148, et prélèvement de l'impôt sur les sociétés pour (€.170 934) laisse apparaître un bénéfice de €.1 417 506,18, dont €.284 088 de CICE.

Nous affecterons le montant du CICE au financement des nouveaux investissements.

La Société a également bénéficié d'un crédit d'impôts mécénat de €.172 593 et d'un crédit d'impôts apprentissage de €.2 667.

Nos produits exceptionnels correspondent notamment pour €.5 040 à un dégrèvement d'impôts (FE) relatif au Drive de Cambrai et pour €.2 000 à la cession d'un four.

Nos charges exceptionnelles correspondent à un avoir sur la facture relative à la vente d'un îlot de caisse à la Société « SODILOISON » et pour €.2 275 à un complément de taxe foncière, suite à une augmentation d'environ 10 %.

Nous vous précisons que la société a versé aux salariés :

- au titre de l'intéressement, la somme de €.132 834
- au titre de la participation, la somme de €.42 148.
- au titre des gratifications, la somme de €.171 500

II - SITUATION DE LA SOCIETE AU 31 JANVIER 2016 ET AU 31 JANVIER 2017

Nous vous présentons, dans le tableau ci-après, la situation active et passive de notre Société au 31 Janvier 2016 et au 31 Janvier 2017, à savoir:

	<u>Exercice 31/01/2016</u>	<u>Exercice 31/01/2017</u>
<u>A C T I F</u>		
<u>Actif Immobilisé</u>		
- Immobilisations incorporelles	5 000	55 605
- Immobilisations corporelles	2 875 153	3 047 162
- Immobilisations financières	18 958 901	18 978 252

A6

Actif Circulant

- Stocks	4 951 117	5 168 613
- Avances et acomptes versés sur commandes	74 378	58 993
- Créances	2 628 256	2 738 618
- Disponibilités	915 881	836 564
Charges constatées d'avance	954 202	929 219

PASSIF

Capitaux propres	8 723 404	9 990 910
Provisions pour risques	37 519	36 710
Provisions pour charges	18 460	14 286
Dettes	22 583 507	21 771 119
* <i>Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit</i>	12 027 130	13 375 385
* <i>Emprunts et dettes financières divers</i>	1 267 230	349 036
* <i>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</i>	2 205	3 365
* <i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	6 163 923	5 271 067
* <i>Dettes fiscales et sociales</i>	2 794 223	2 428 764
* <i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>	14 321	61 365
* <i>Autres dettes</i>	259 794	245 266
Produits constatés d'avance	54 681	36 870

Nous vous précisons que la provision pour charges pour chèques cadeaux a été ramenées à €.14 286.

La provision pour risques dans le cadre du remboursement des sinistres par les assurances a été ramenée à €.36 710.

III - INFORMATION RELATIVE A L'ECHEANCE DES DETTES FOURNISSEURS

Conformément aux articles L. 411-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes doivent publier des informations sur les délais de paiement de leurs fournisseurs.

La décomposition par date d'échéance au 31 Janvier 2016 et au 31 Janvier 2017 des dettes à l'égard des fournisseurs est la suivante :

Echéances	Dettes fournisseurs facturées au 31/01/2016
-----------	---

Echéance inférieure à 30 jours	€4 499 914
--------------------------------	------------

Echéance entre 30 et 60 jours	€318 357
-------------------------------	----------

Echéances	Dettes fournisseurs facturées au 31/01/2017
-----------	---

Echéance inférieure à 30 jours	€3 881 090
--------------------------------	------------

Echéance entre 30 et 60 jours	€414 932
-------------------------------	----------

Ab

IV - PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS ET METHODES D'EVALUATION

Nous vous précisons que pour l'exercice considéré les comptes sociaux ont été établis selon les mêmes règles d'évaluation et le même mode de présentation que pour l'exercice précédent.

V - AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2017

Nous vous proposons d'affecter de la manière suivante, le bénéfice de l'exercice clos le 31 Janvier 2017, s'élevant à €.1 417 506,18 dont €.284 008 de CICE, à savoir :

-à la réserve facultative (montant du CICE).....	€. 284 008,00
-à distribuer à titre de dividendes	€. 150 000,00
-le solde à la réserve facultative.....	€.983 498,18

En conséquence, chaque action donne droit à un dividende de €37,50.

Nous vous rappelons que sur le plan fiscal, conformément aux dispositions légales en vigueur :

- ce dividende ouvre droit, au profit des associés personnes physiques, à l'abattement de 40 %, visé à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts, calculé sur la totalité de son montant ;
- ce dividende fait l'objet d'un prélèvement forfaitaire non libératoire à la source de 21 %, à titre d'acompte dû par les associés personnes physiques fiscalement domiciliées en France, imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année en cours, sous réserve de dispense, dans les conditions énoncées à l'article 117 quater du CGI si le revenu fiscal de l'avant-dernière année est inférieur à €50.000 pour les personnes célibataires, divorcées ou veuves, et à €75.000 pour les couples soumis à imposition commune ;
- les prélèvements sociaux de 15,5 % seront perçus à la source.

En conséquence :

- la réserve légale restera fixée à €4 000, soit 10 % du capital social,
- la réserve facultative sera portée de €8 529 403,75 à €9 796 909,93.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes suivants ont été distribués aux associés au cours des trois derniers exercices :

- par décision de l'Assemblée Générale du 4 juillet 2014, il a été distribué un dividende global de € 150 000, soit un dividende de €37,50 par action, éligible à l'abattement de 40 % au profit des associés personnes physiques.
- par décision de l'Assemblée Générale du 1^{er} juillet 2015, il a été distribué un dividende global de € 150 000, soit un dividende de €37,50 par action, éligible à l'abattement de 40 % au profit des associés personnes physiques.
- par décision de l'Assemblée Générale du 16 Juin 2016, il a été distribué un dividende global de €150 000, soit un dividende de €37,50 par action, éligible à l'abattement de 40 % au profit des associés personnes physiques.

VI - DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de €36 002 correspondant à dépenses non déductibles fiscalement du résultat au regard de l'article 39-4 du même Code.

VII - FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous précisons que notre société détient deux filiales, au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce :

- 99,87 % du Capital Social de la "SOCIETE CAUDRY DISTRIBUTION - CAUDIS", Société par actions simplifiée au capital de €160 000, dont le siège social est fixé à CAUDRY (59540) Boulevard du 8 Mai 1945, et qui a réalisé pour l'exercice clos le 31 Janvier 2017, un chiffre d'affaires de €1 358 221 et un bénéfice de €772 676.

Ab

- 100 % du Capital Social de la Société "S.E.A - SOCIETE D'EXPLOITATION ANNEXE DE CAUDRY – SEA", Société à Responsabilité Limitée au capital de €7.622,45, dont le siège social est fixé à CAUDRY (59540) Boulevard du 8 Mai 1945, et qui n'a réalisé pour l'exercice clos le 31 Janvier 2017, un chiffre d'affaires de €38 413 et une perte de (€5 232).

VIII - COMPTES CONSOLIDES

Compte tenu de la position de notre Société à la tête d'un Groupe, nous vous présentons, conformément à l'article 233-16 du Code de commerce, les comptes consolidés.

Le périmètre de consolidation comprend les Sociétés suivantes :

- Société «CAUDIS EXPLOITATION»,
- Société «CAUDRY DISTRIBUTION – CAUDIS », Société par Actions Simplifiée au capital de €160.000, dont le siège social est à CAUDRY (59540) Boulevard du 8 Mai 1945,
- Société « CAUDIS EVASION » Société à Responsabilité Limitée au capital de €9.525, dont le siège social est fixé à CAUDRY (59540) Boulevard du 8 Mai 1945,
- Société « SEA », Société à Responsabilité Limitée au capital de €7.622,45, dont le siège social est fixé à CAUDRY (59540) Boulevard du 8 Mai 1945.

Au cours de l'exercice clos le 31 Janvier 2017, le Groupe a réalisé un Chiffre d'affaires net de €79 292 479. Ses autres produits d'exploitation se sont élevés à €831 913 et ses produits financiers à €1 697. Ses charges d'exploitation se sont élevées à €77 136 429 et ses charges financières à €975 001.

Il en résulte un résultat courant avant impôt de €2 014 659 lequel après incidence de produits exceptionnels pour €12 183, de charges exceptionnelles pour €10 739, de l'impôt sur les bénéfices pour €319 252, de la dotation aux amortissements des écarts acquisitions de €233 115, laisse apparaître un résultat d'ensemble consolidé de €1 463 736.

Le résultat du Groupe s'élève à €1 462 716 et le résultat hors Groupe à €1 020.

IX – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce. Votre Commissaire aux Comptes a été informé de ces conventions qu'il vous relate dans son rapport spécial sur lequel vous êtes invités à statuer.

X – INTEGRATION FISCALE

Nous vous rappelons que notre Société a opté pour le régime d'intégration fiscale avec les Sociétés « CAUDRY DISTRIBUTION – CAUDIS », « CAUDIS EVASION » et « SEA », régime dans le cadre duquel la deuxième conception définie dans un avis de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes a été choisie, notamment en ce qui concerne la répartition de l'impôt sur les Sociétés.

Dans cette conception :

- les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées (filiale et mère) comme en l'absence d'intégration fiscale. Cette charge est donc calculée sur leur résultat fiscal propre après imputation de tous les déficits antérieurs.
- les économies d'impôt réalisées par le groupe liées aux déficits sont conservées chez la Société Mère,
- les économies d'impôt réalisées par le groupe, non liées aux déficits (correctifs et crédits d'impôts des sociétés déficitaires) sont également conservées chez la Société Mère.

XI – PARTICIPATION DES SALAIRES AU CAPITAL

Nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, aucun salarié ou ancien salarié de la Société et des Sociétés liées au sens de l'article L.225-180 du Code de Commerce ne détenait d'actions de la Société dans le cadre d'un Plan d'Epargne Entreprise, d'un Plan Partenarial d'Epargne Salariale Volontaire, d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise, ou résultant d'une privatisation ou de la participation aux résultats.

X

XII – ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

La Société n'a conduit aucune action en matière de recherche et de développement au cours de l'exercice social écoulé.

XIII – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les incertitudes auxquelles la Société est confrontée, sont liées à la crise économique actuelle qui est susceptible d'affecter la situation de nos clients et leur pouvoir d'achat.

XIV - AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AUX SALARIES

Nous vous rappelons que l'article L.225-129-6 du Code de Commerce impose de convoquer tous les trois ans une Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du Travail, si au vu du rapport de gestion, les actions détenues par le personnel de la Société et des Sociétés qui lui sont liées, représentent moins de 3 % du capital, étant précisé que seules sont prises en compte les actions faisant l'objet d'une gestion collective, ou dont les salariés n'ont pas une libre disposition.

Notre Société a tenu sa dernière Assemblée Générale Extraordinaire appelée à statuer sur une augmentation de capital réservée aux salariés le 4 Juillet 2014.

Trois années s'étant écoulées depuis, nous vous indiquons qu'il convient de tenir une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire, appelée à statuer sur une augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du Code du Travail.

C'est pourquoi, nous soumettrons à votre vote une résolution concernant cette augmentation de capital réservée aux salariés ; toutefois, compte tenu de la structure de notre entreprise, nous vous proposons de ne pas réaliser une telle augmentation de capital.

XV – EXTENSION DE L'OBJET SOCIAL ET DE L'ACTIVITE

En effet, dans un souci toujours constant de développement de nos activités, nous vous proposons d'étendre l'objet et l'activité de la société à « l'animalerie » et à la « station de lavage ».

Si cette proposition vous agréée, il conviendra de compléter l'article 2 des statuts relatif à « L'OBJET SOCIAL ».

XVI – EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

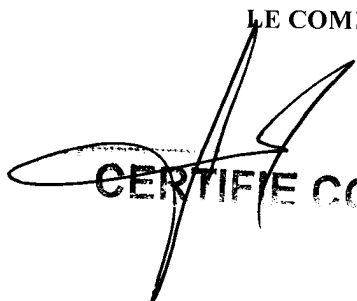
Depuis le 1^{er} Février 2017, nous constatons une progression de chiffre d'affaires de l'hypermarché et du concept « jouets » de 2,79 % et une augmentation de celui des Drives de 1,57 %.

Nous avons acquis auprès de la Société « SARL CARBEL », le fonds de commerce de station de lavage automatique, moyennant le prix de € 140 000 et en avons financé l'acquisition et l'aménagement, au moyen d'un prêt du « CIC NORD OUEST » de € 350 000, remboursable en 5 ans, moyennant un intérêt fixe égal à 0,40 % l'an.

Enfin, nous allons prochainement créer sur la zone commerciale, une animalerie destinée aux petits animaux et avons pour ce faire, souscrit au capital de la Centrale d'Achats SCABBJ NORD.

Nous vous remercions de votre attention et nous espérons que ces précisions vous permettront d'adopter les résolutions que nous allons vous soumettre.

LE COMITE DIRECTEUR.


CERTIFIE CONFORME

" CAUDIS EXPLOITATION "

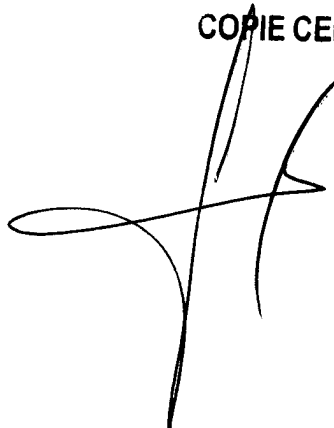
Société par Actions Simplifiée au capital de € 40 000
Siège Social : Boulevard du 8 Mai 1945
59540 CAUDRY

491 878 880 RCS DOUAI

COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2017

COPIE CERTIFIEE CONFORME



Bilan consolidé

Actif en €	31/01/2017	31/01/2016
Ecart d'acquisition	11 899 575	1 336 743
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	193 993	10 942 443
Immobilisations corporelles	18 210 628	19 171 942
Immobilisations financières	1 399 539	1 365 623
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	19 804 160	31 480 008
Stocks et en-cours	5 168 613	4 951 117
Créances clients et comptes rattachés	1 202 579	1 328 461
Actifs d'impôts différés	350 763	456 325
Autres créances	1 632 139	1 241 333
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	1 090 542	1 162 034
Actif circulant	9 444 636	9 139 270
Comptes de régularisation	939 762	963 793
Total Actif	42 088 133	42 919 814
Passif	31/01/2017	31/01/2016
Capital social ou individuel	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	2 651 469	1 364 028
Résultat Groupe	1 462 716	1 437 416
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	4 154 185	2 841 444
Intérêts minoritaires	1 803	15 746
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	596 358	608 143
Emprunts et dettes financières	28 686 655	30 007 235
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 508 185	6 015 061
Dettes fiscales et sociales	2 546 645	2 916 732
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	61 365	14 321
Autres dettes	469 738	418 318
Dettes	37 272 588	39 371 667
Comptes de régularisation	63 199	82 814
Total Passif	42 088 133	42 919 814

Compte de résultat consolidé

En €	31/01/2017	31/01/2016
Ventes de marchandises	73 602 983	72 961 512
Production vendue	5 689 496	5 705 249
Chiffre d'affaires	79 292 479	78 666 761
Production stockée		
Subventions d'exploitation	78 524	25 193
Reprises sur provisions	264 183	161 011
Autres produits	489 206	529 186
Produits d'exploitation	831 913	715 390
Achats et variations de stocks	61 239 352	60 420 463
Autres achats et charges externes	4 704 383	4 736 356
Impôts et taxes	1 444 505	1 396 495
Charges de personnel	7 789 202	7 746 400
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 721 119	1 879 792
Dotations aux provisions pour risques et charges	33 985	81 299
Autres provisions et charges d'exploitation	203 883	326 771
Charges d'exploitation	77 136 429	76 587 576
Résultat d'exploitation	2 987 963	2 794 575
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	1 697	2 775
Charges financières	975 001	1 105 060
Résultat financier	-973 304	-1 102 285
Résultat courant avant impôt	2 014 659	1 692 290
Produits exceptionnels	12 183	563 840
Charges exceptionnelles	10 739	227 427
Résultat exceptionnel	1 444	336 413
Impôt sur le résultat	319 252	357 004
Résultat des sociétés intégrées	1 696 851	1 671 699
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	233 115	233 115
Résultat d'ensemble consolidé	1 463 736	1 438 584
Résultat groupe	1 462 716	1 437 416
Résultat hors-groupe	1 020	1 168
Résultat par action	366	359
Résultat dilué par action	366	359

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/01/2017, dont le total est de 42 088 133 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 1 463 736 euros.

L'exercice clos le 31/01/2017 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/01/2016 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.



Les nouvelles règles comptables relatifs aux actifs ont été pratiquées sur les immobilisations desdites sociétés (règlement CRC n°2002-10 modifié par le CRC n°2003-07 et règlement CRC n°2004-06).

Ces nouvelles pratiques nous ont amenés à décomposer les constructions inscrites à l'actif des bilans desdites sociétés. Le barème de la Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières a été retenu pour définir les décompositions et les nouvelles durées d'amortissements des immobilisations concernées :

LOTS	%	DUREES
Structure	40 %	25 ans
Charpente	8 %	25 ans
Couverture	8 %	20 ans
Isolation, chauffage, climatisation, plomberie...	12 %	15 ans
Electricité	10 %	15 ans
Sprinklage	6 %	15 ans
Serrurerie	7 %	10 ans
Carrelage	5 %	15 ans
Peinture	3 %	10 ans
Autres agencements	1 %	7 ans

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les frais d'acquisition sur titres et sur terrain ont été activés.

Les immobilisations corporelles amortissables ont été inscrites à la valeur de remplacement à la clôture de l'exercice et les contreparties ont été affectées dans un compte d'écart de réévaluation ventilé en groupe et intérêts minoritaires (méthode optionnelle).

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

AK

STOCKS

Les stocks sont évalués au prix d'achat net net net (P3N : La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, diminué des ristournes sur factures, par avoir séparé, mensuelles, trimestrielles, ou semestrielles, et des R.F.A. non conditionnelles, des prestations de services dits de coopération commerciale et autres avantages financiers, et des escomptes de règlements obtenus).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les méthodes de calcul retenues, pour la SAS CAUDIS EXPLOITATION, sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.
- Taux de charges moyen appliqué : 36,11 %



Les méthodes de calcul retenues, pour la SARL CAUDIS EVASION, sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3061 : agence de voyages et de tourisme.
- Taux de charges moyen appliqué : 39,51 %

CONTRAT DE LOCATION FINANCEMENT

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- o Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- o Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

**DÉPÔT AU
GREFFE**

CAUDIS EXPLOITATION

Société par Actions Simplifiée

Boulevard du 8 mai 1945

59540 CAUDRY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 janvier 2017

VDB & ASSOCIÉS
15 avenue Paul Claudel
80480 Dury

DELOITTE & ASSOCIES
19 rue Edouard Vaillant
37000 Tours

CAUDIS EXPLOITATION

Société par Actions Simplifiée

Boulevard du 8 mai 1945
59540 CAUDRY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 janvier 2017

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 janvier 2017, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CAUDIS EXPLOITATION, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le comité directeur. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des écarts d'acquisition.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Dury et Tours, le 22 juin 2017

Les commissaires aux comptes

VDB & Associés

Deloitte & Associés



Michel BOIVIN



Aurélie DELMAS



Olivier ROZES

Bilan consolidé

Actif en €	31/01/2017	31/01/2016
Ecart d'acquisition	11 899 575	1 336 743
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	193 993	10 942 443
Immobilisations corporelles	18 210 628	19 171 942
Immobilisations financières	1 399 539	1 365 623
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	19 804 160	31 480 008
Stocks et en-cours	5 168 613	4 951 117
Créances clients et comptes rattachés	1 202 579	1 328 461
Actifs d'impôts différés	350 763	456 325
Autres créances	1 632 139	1 241 333
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	1 090 542	1 162 034
Actif circulant	9 444 636	9 139 270
Comptes de régularisation	939 762	963 793
Total Actif	42 088 133	42 919 814
Passif	31/01/2017	31/01/2016
Capital social ou individuel	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves	2 651 469	1 364 028
Résultat Groupe	1 462 716	1 437 416
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	4 154 185	2 841 444
Intérêts minoritaires	1 803	15 746
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	596 358	608 143
Emprunts et dettes financières	28 686 655	30 007 235
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 508 185	6 015 061
Dettes fiscales et sociales	2 546 645	2 916 732
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	61 365	14 321
Autres dettes	469 738	418 318
Dettes	37 272 588	39 371 667
Comptes de régularisation	63 199	82 814
Total Passif	42 088 133	42 919 814

Compte de résultat consolidé

En €	31/01/2017	31/01/2016
Ventes de marchandises	73 602 983	72 961 512
Production vendue	5 689 496	5 705 249
Chiffre d'affaires	79 292 479	78 666 761
Production stockée		
Subventions d'exploitation	78 524	25 193
Reprises sur provisions	264 183	161 011
Autres produits	489 206	529 186
Produits d'exploitation	831 913	715 390
Achats et variations de stocks	61 239 352	60 420 463
Autres achats et charges externes	4 704 383	4 736 356
Impôts et taxes	1 444 505	1 396 495
Charges de personnel	7 789 202	7 746 400
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 721 119	1 879 792
Dotations aux provisions pour risques et charges	33 985	81 299
Autres provisions et charges d'exploitation	203 883	326 771
Charges d'exploitation	77 136 429	76 587 576
Résultat d'exploitation	2 987 963	2 794 575
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	1 697	2 775
Charges financières	975 001	1 105 060
Résultat financier	-973 304	-1 102 285
Résultat courant avant impôt	2 014 659	1 692 290
Produits exceptionnels	12 183	563 840
Charges exceptionnelles	10 739	227 427
Résultat exceptionnel	1 444	336 413
Impôt sur le résultat	319 252	357 004
Résultat des sociétés intégrées	1 696 851	1 671 699
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	233 115	233 115
Résultat d'ensemble consolidé	1 463 736	1 438 584
Résultat groupe	1 462 716	1 437 416
Résultat hors-groupe	1 020	1 168
Résultat par action	366	359
Résultat dilué par action	366	359

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En €	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	40 000	615 182	914 334		1 554 028	15 488
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		64 334	-64 334			
Distributions de dividendes		699 090	-850 000		-150 000	-910
Variation de capital						
Résultat N-1			1 438 584		1 437 416	1 168
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N-1	40 000	1 378 606	1 438 584		2 841 444	15 746
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		588 584	-588 584			
Distributions de dividendes		699 090	-850 000		-150 000	-910
Variation de capital						
Résultat N			1 463 736		1 462 716	1 020
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre		25			25	
Autres variations		-14 053				-14 053
Capitaux propres N	40 000	2 652 252	1 463 736		4 154 185	1 803

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Rubriques	31/01/2017	31/01/2016
Résultat net consolidé	1 463 736	1 438 584
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	1 944 877	2 050 146
Variation des impôts différés	105 562	21 255
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-1 317	-142 285
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	3 512 858	3 367 700
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-1 319 767	273 211
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 193 091	3 640 911
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-858 052	-298 492
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	1 698	336 266
Incidence des variations de périmètres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-856 354	37 774
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-150 000	-150 000
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-910	-910
Dividendes en intragroupe		
Dont dividendes versés en intragroupe		
Dont dividendes reçus en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	632 093	1 004 618
Remboursements d'emprunts	-4 286 171	-4 324 410
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-3 804 988	-3 470 702
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie (A)	-2 468 251	207 983
Trésorerie d'ouverture (B)	-2 251 964	-2 459 947
Trésorerie de clôture (C)	-4 720 215	-2 251 964
Ecart (A - (C - B))		

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/01/2017, dont le total est de 42 088 133 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 1 463 736 euros.

L'exercice clos le 31/01/2017 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/01/2016 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les nouvelles règles comptables relatifs aux actifs ont été pratiquées sur les immobilisations desdites sociétés (règlement CRC n°2002-10 modifié par le CRC n°2003-07 et règlement CRC n°2004-06).

Ces nouvelles pratiques nous ont amenés à décomposer les constructions inscrites à l'actif des bilans desdites sociétés. Le barème de la Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières a été retenu pour définir les décompositions et les nouvelles durées d'amortissements des immobilisations concernées :

LOTS	%	DUREES
Structure	40 %	25 ans
Charpente	8 %	25 ans
Couverture	8 %	20 ans
Isolation, chauffage, climatisation, plomberie...	12 %	15 ans
Electricité	10 %	15 ans
Sprinklage	6 %	15 ans
Serrurerie	7 %	10 ans
Carrelage	5 %	15 ans
Peinture	3 %	10 ans
Autres agencements	1 %	7 ans

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les frais d'acquisition sur titres et sur terrain ont été activés.

Les immobilisations corporelles amortissables ont été inscrites à la valeur de remplacement à la clôture de l'exercice et les contreparties ont été affectées dans un compte d'écart de réévaluation ventilé en groupe et intérêts minoritaires (méthode optionnelle).

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au prix d'achat net net net (P3N : La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, diminué des ristournes sur factures, par avoir séparé, mensuelles, trimestrielles, ou semestrielles, et des R.F.A. non conditionnelles, des prestations de services dits de coopération commerciale et autres avantages financiers, et des escomptes de règlements obtenus).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

Les méthodes de calcul retenues, pour la SAS CAUDIS EXPLOITATION, sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.
- Taux de charges moyen appliqué : 36,11 %

Les méthodes de calcul retenues, pour la SARL CAUDIS EVASION, sont les suivantes :

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 63 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3061 : agence de voyages et de tourisme.
- Taux de charges moyen appliqué : 39,51 %

CONTRAT DE LOCATION FINANCEMENT

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

CHANGEMENT DE METHODE

Suite à la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013 dans le règlement CRC 99-02 (ANC 2015-07) :

- L'écart d'évaluation du fonds de commerce comptabilisé en immobilisation incorporelle pour 10 810 000 € a été reclassé en écart d'acquisition.
- Le reclassement de ce fonds de commerce tient compte de l'impact sur les intérêts minoritaires de 14 053 €.
- Cet écart d'acquisition, ayant une durée d'utilisation non limitée n'est pas amorti et doit faire fait l'objet d'un test de dépréciation à chaque exercice.

Le test de dépréciation que nous avons pratiqué repose sur les critères et méthodes utilisés dans les transactions ou apports de magasins de même enseigne à savoir essentiellement le chiffre d'affaires. Il n'emporte pas de constatation de perte de valeur.

- Le groupe a également choisi de conserver les durées d'utilisation de ses écarts d'acquisition antérieurement déterminés et inscrits au bilan consolidé au 31 janvier 2016, conformément à l'article 18 du règlement n°2015-07.

La valeur brute de l'écart d'acquisition concernant l'achat, en 2006, de 9 987 actions SAS CAUDIS DISTRIBUTION par la SAS CAUDIS EXPLOITATION, s'élève à 3 496 732 €. La durée d'amortissement est de 15 ans.

Au 31/01/2017, la dotation est de 233 115€ et l'amortissement s'élève à 2 393 104 €.

Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

*COMPTABILISATION DU CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI :*Société CAUDIS EXPLOITATION :

Il a été constaté au 31 janvier 2017 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 280 565 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2016, dont 21 777 euros avaient été provisionnés en produit à recevoir au 31 janvier 2016.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi calculé en fonction des salaires du premier au 31 janvier 2017 a été constaté en produit à recevoir pour un montant de 25 287 euros.

Il a été constaté au 31 janvier 2017, un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 13 euros au titre de la quote-part des participations détenues dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés non soumis à l'impôt sur les sociétés.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 284 088 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

Société CAUDIS EVASION :

Il a été constaté au 31 janvier 2017 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 5 591 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2016 dont 508 euros avaient été provisionnés en produits à recevoir au 31/01/2016.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi calculé en fonction des salaires du premier au 31 janvier 2017 a été constaté en produit à recevoir pour un montant de 458 euros.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 5 541 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés

Société SEA :

Il a été constaté au 31 janvier 2017 un crédit d'impôt compétitivité emploi d'un montant de 149 euros, calculé en fonction des salaires versés du premier janvier au 31 décembre 2016. Le crédit d'impôt compétitivité emploi calculé en fonction des salaires du premier au 31 janvier 2017 a été constaté en produit à recevoir pour un montant de 142 euros.

Ce crédit d'impôt d'un montant global de 291 euros a été comptabilisé en déduction de l'impôt sur les sociétés.

UTILISATION DU CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI :

Société CAUDIS EXPLOITATION :

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi relatif à l'année 2015 (276 162 €) a été utilisé en 2016 en totalité pour les investissements.

En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

Société CAUDIS EVASION :

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi relatif à l'année 2015 a été utilisé en 2016 en reconstitution du fonds de roulement.

En outre, ce crédit d'impôt n'a pas contribué au financement d'une éventuelle hausse des bénéfices distribués, ni augmenté les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction dans l'entreprise.

OUVERTURE D'UN MAGASIN DE JOUET :

Un magasin de jouets a été ouvert le 05/10/2016. Il est exploité sous enseigne Leclerc sur une surface commerciale de 650 m².

L'investissement (agencements, matériels et outillages d'exploitation) s'élève à 352 156 €.

Il a été financé par emprunt pour 400 000 €.

Un bail commercial a été conclu entre la SAS CAUDIS EXPLOITATION et la SCI B K.

PROJET D'UNE ACTIVITE STATION DE LAVAGE AUTO :

Une activité de station de lavage auto exploité par un tiers sur le parking du centre commercial a été rachetée au cours de l'exercice pour 140 000 € :

- Fonds de commerce : 40 000 € ; au compte 207000
- Matériels d'exploitation : 100 000 € ; au compte 231500

La station de lavage acquise fera l'objet d'un remplacement partiel sur le prochain exercice.

Des acomptes ont été versés à hauteur de 77 660 € pour le nouveau matériel.

L'opération est financée par un emprunt de 350 000 €.

Composition du groupe

La société mère :

SAS CAUDIS EXPLOITATION

Centre commercial E.LECLERC – Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Holding financière détenant les titres de la SAS CAUDIS DISTRIBUTION.
Exploitation d'un centre commercial sous l'enseigne E.LECLERC.

Un contrat de location gérance permet à la SAS CAUDIS Exploitation d'exploiter le fonds de commerce de la SAS CAUDIS DISTRIBUTION.

Les sociétés filiales :

SAS CAUDIS DISTRIBUTION

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Bailleur de fonds de commerce.

Détention : 99,87 %

SARL CAUDIS EVASION

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

Activité : Agence de voyage.

Détention : 99,87 %

SARL SEA

Bld du 8 Mai 1945 BP 39 – 59 540 CAUDRY

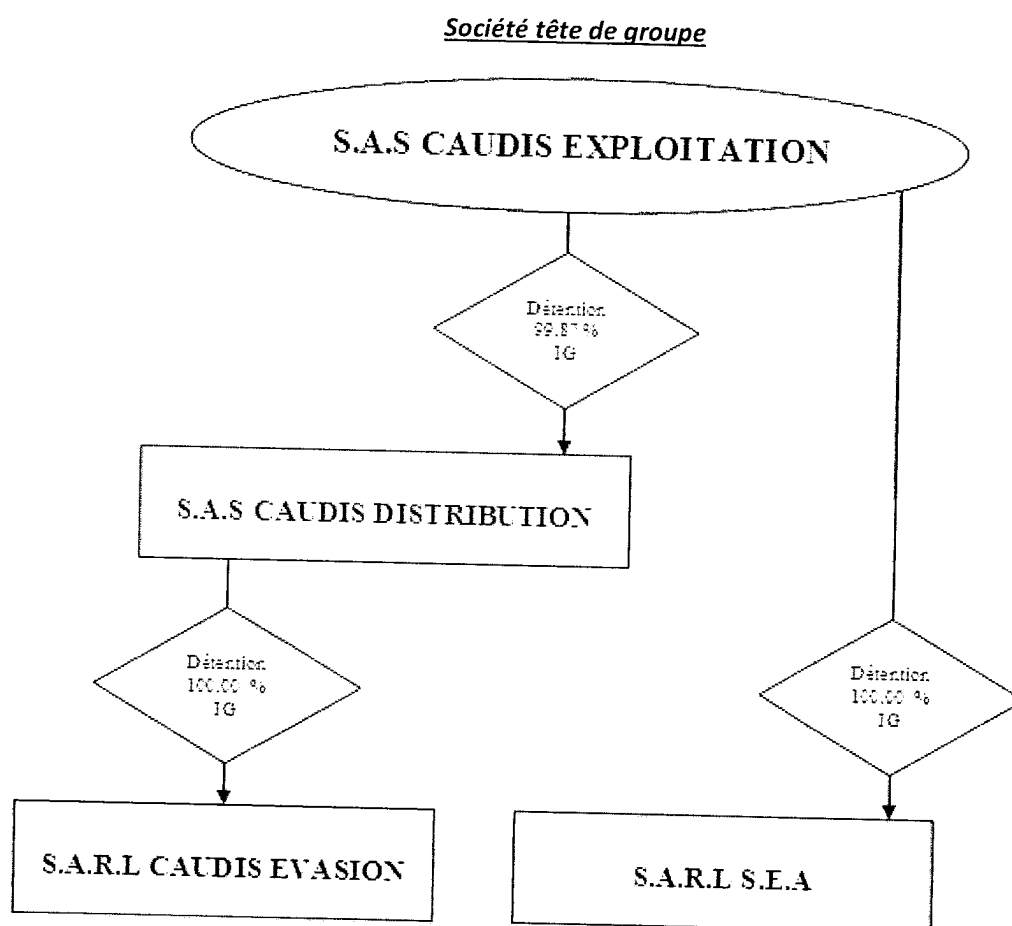
Activité : Commerce détail spécialités diverses.

Détention : 100 %

Méthode choisie et intérêts financiers

<i>Entreprise détenue</i>	<i>Contrôle groupe</i>	<i>Intérêts groupe</i>	<i>Méthode choisie</i>
CAUDIS Exploitation	100 %	100 %	Intégration globale
CAUDIS Distribution	99,87 %	99,87 %	Intégration globale
CAUDIS Evasion	100 %	99,87 %	Intégration globale
SEA	100 %	100 %	Intégration globale

Organigramme du groupe



IG : Intégration Globale
 IP : Intégration Proportionnelle
 ME : Mise en équivalence
 NC : Non consolidée

Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 31/01/2017

Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffres d'affaires (en K€)	Effectif
- SAS CAUDIS Exploitation	31 813	78 616	215
- SAS CAUDIS Distribution	4 003	1 358	0
- SARL CAUDIS Evasion	508	602	3
- SARL SEA	83	38	0
TOTAL	36 407	80 614	218

Les comptes consolidés ont été établis pour la première fois pour les comptes arrêtés au 31/01/2008.

La date de clôture de la société mère et de ses filiales est le 31/01/2017.

Information sur la consolidation

Afin que le lecteur puisse avoir un jugement avisé sur les comptes, les informations suivantes sont portées à sa connaissance.

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES.

Tous les comptes des entreprises entrant dans le périmètre ont été arrêtés à la même date que ceux de la société consolidante, à savoir le 31/01/2017.

ECARTS D'ACQUISITION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Lorsque le prix d'acquisition d'une entreprise diffère de la quote-part de capitaux propres correspondant, l'écart de première consolidation est analysé et ventilé dans les postes du bilan appropriés. La partie non ventilée est reprise en écart d'acquisition s'il est positif et en provision sur acquisition de titres s'il est négatif.

Titres CAUDIS DISTRIBUTION détenus par CAUDIS EXPLOITATION :

Un premier écart acquisition a été calculé sur l'achat au 27/10/2006 de 9 987 actions S.A.S CAUDIS DISTRIBUTION par la S.A.S CAUDIS EXPLOITATION. Cet écart positif a été évalué à 3 496 732 € après imputation des plus-values identifiées sur l'immobilier et le fonds de commerce. Il est comptabilisé à l'actif du bilan consolidé et amorti sur 15 ans, durée de remboursement de l'emprunt souscrit pour l'achat des titres.

L'amortissement de cet écart s'élève à 2 393 104 € au 31/01/2017.

Suite à la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013 dans le règlement CRC 99-02 (ANC 2015-07), l'écart d'évaluation du fonds de commerce comptabilisé en immobilisation incorporelle pour 10 810 000 € a été reclassé en écart d'acquisition. Cet écart d'acquisition, ayant une durée d'utilisation non limitée n'est pas amorti. Il n'est pas déprécié. Le reclassement de ce fonds de commerce tient compte de l'impact sur les intérêts minoritaires de 14 053 €.

Titres CAUDIS EVASION détenus par CAUDIS DISTRIBUTION :

Le deuxième écart d'acquisition concerne la création au 28/09/2001 de 45 parts S.A.R.L CAUDIS EVASION. Ces parts correspondent à l'augmentation de capital destinée à apurer les pertes de la société. Elles ont été souscrites par la S.A.S CAUDIS DISTRIBUTION et ont généré un écart positif de 73 120 €. Cet écart a été constaté à l'actif du bilan consolidé et amorti sur 5 ans.

Ce deuxième écart est donc totalement amorti au 31/01/2017 pour 73 120 €.

Un troisième écart d'acquisition a été calculé sur la création au 11/05/2005 de 90 parts S.A.R.L CAUDIS EVASION. Ces parts traduisent une nouvelle augmentation de capital visant à apurer les déficits de la société. Elles ont été souscrites par la S.A.S CAUDIS DISTRIBUTION et ont entraîné un écart d'acquisition positif de 14 627 € comptabilisé à l'actif du bilan consolidé et amorti sur 5 ans.

L'amortissement en question se chiffre à 14 627 € au 31/01/2017 et est donc totalement amorti.

Titres S.E.A détenus par CAUDIS EXPLOITATION :

Le quatrième et dernier écart d'acquisition concerne l'achat de 475 parts S.A.R.L S.E.A par la S.A.S CAUDIS EXPLOITATION. Il s'élève à -11 326 € après imputation de la plus-value sur fonds de commerce et se concrétise par une provision pour acquisition de titres au passif du bilan consolidé. Cette provision est reprise sur une durée de 5 ans.

Elle est donc totalement reprise au 31/01/2017.

*LES ECRITURES DE RETRAITEMENT ET D'ELIMINATION.*Retraitement des contrats de crédit-bail immobilier :

Des redevances de crédit-bail immobilier figurent pour 1 913 070 € dans les comptes de la S.A.S CAUDIS EXPLOITATION au 31/01/2017. Ces redevances ont été retraitées dans les comptes consolidés : elles ont été affectées au remboursement d'un emprunt de 20 700 000 € souscrit pour financer un ensemble immobilier ainsi qu'un agrandissement. La valeur du terrain s'élève à 2 124 310 € et celle de la construction à 18 575 690 €.

Au 31/01/2017, le capital restant dû se monte à 13 019 046 € et la construction est amortie à hauteur de 8 203 742 € suivant la méthode des composants.

Activation de crédits-bails mobiliers :

Des redevances de crédits-bails mobiliers figurent pour 6 635 € dans les comptes de la S.A.S CAUDIS EXPLOITATION au 31/01/2017.

Ces redevances ont été retraitées dans les comptes consolidés.

Au 31/01/2017, le capital restant dû se monte à 6 040 € et sont amorties à hauteur de 34 100 €.

INDEMNITES DE RETRAITE

Dans les comptes individuels de la société CAUDIS Exploitation, les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement 99-02 (§ 300) et l'avis du CNC n°97-06 relatif aux changements comptables considèrent comme méthode préférentielle la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total au 31/01/2017 étant estimé à 430 096 €, une reprise est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose ainsi :

A - Droits (charges comprises) au 31/01/2016 :	439 326 €
B - Droits (charges comprises) au 31/01/2017 :	430 096 €
Reprise au 31/01/2017 : (B – A)	9 230 €

Dans les comptes individuels de la société CAUDIS Evasion, les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement 99-02 (§ 300) et l'avis du CNC n°97-06 relatif aux changements comptables considèrent comme méthode préférentielle la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total au 31/01/2017 étant estimé à 16 706 €, une provision est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose ainsi :

A - Droits (charges comprises) au 31/01/2016 :	14 278 €
B - Droits (charges comprises) au 31/01/2017 :	16 706 €
Dotation au 31/01/2017 : (B – A)	2 428 €

ELIMINATION DES DIVIDENDES INTRA-GROUPE

Les dividendes reçus par la SAS CAUDIS EXPLOITATION de la SAS CAUDIS DISTRIBUTION s'élèvent à 699 090 €. Ils ont été éliminés du résultat en contrepartie des réserves.

TAUX D'IMPOT

Le taux d'impôt retenu est de 33,333 %.

LES ECRITURES INTRA-GROUPES

Les principales créances et dettes réciproques ainsi que les principaux produits et charges réciproques ont été éliminées (cf. tableau joint ci-après).

Opérations et comptes réciproques retraités

Société	Numéro compte	Libellé	Solde	CAUDEXP	CAUDDIST	CAUDEVAS	SEA
				CAUDIS Expl	CAUDIS Dist	CAUDIS Evasion	SEA
CAUDEXP	401700	Fournisseur CAUDIS Dist					
CAUDEXP	411700	Client CAUDIS distri			0,00		
CAUDEXP	451000	Cpte crt CAUDIS Evasion	7 281		0,00		
CAUDEXP	451100	Cpte crt CAUDIS Evasion - IS	7 281			9 142,71	
CAUDEXP	451300	Cpte crt CAUDIS	86 389			-7 281,00	
CAUDEXP	451310	Cpte crt CAUDIS - IS	59 051		-86 389,77		
CAUDEXP	451400	Cpte crt SEA - IS	149		-59 051,00		
CAUDEXP	451410	Cpte crt SEA	149				-149,00
CAUDEXP	451860	Grpe intérêts courus à payer	72 369				72 369,45
CAUDEXP	451870	Grpe intérêts courus à recevoir	347		-3 759,00		
CAUDEXP	451870	Grpe intérêts courus à recevoir	347			347,00	
CAUDEXP	613201	Loyer drive cambrai	58 607				264,00
CAUDEXP	613203	Loyer drive proville	35 000		158 506,73		
CAUDEXP	613580	Location gérance	1 120 000		35 000,00		
CAUDEXP	661520	Int cpte crt CAUDIS Dist	3 759		1 120 000,00		
CAUDEXP	708330	Location galerie marchande	6 256		3 759,00		
CAUDEXP	708850	Refact charges locatives	1 594			-6 256,49	
CAUDEXP	763822	Pdt cc CAUDIS Evasion	347			-1 593,99	
CAUDEXP	763823	Pdt cc CAUDIS SEA	264			-347,00	
CAUDEXP	708410	Prest administratives	400				-264,00
CAUDDIST	451000	Grpe cpte crt CAUDIS Evasion	215 921				-400,00
CAUDDIST	451200	Cpte crt CAUDIS Expl	86 389			-215 920,77	
CAUDDIST	451210	Cpte crt CAUDIS Expl - IS	59 051	86 389,77			
CAUDDIST	451860	Grpe intérêts courus à payer	4 998	59 051,00			
CAUDDIST	451870	Grpe intérêts courus à recevoir	3 759			-4 998,00	
CAUDDIST	661521	Int cpte crt CAUDIS Evasion	4 998	3 759,00			
CAUDDIST	708320	Loyer drive cambrai	158 507			4 998,00	
CAUDDIST	708325	Loyer drive proville	35 000	-158 506,73			
CAUDDIST	708380	Redevance location gérance	1 120 000	-35 000,00			
CAUDDIST	763820	Pdt cpte crt CAUDIS Expl	3 759	-1 120 000,00			
CAUDDIST	401701	Fournisseur CAUDIS Expl		-3 759,00			
CAUDEVAS	451000	Cpte crt CAUDIS Dist	215 921	0,00			
CAUDEVAS	451100	Cpte crt CAUDIS Expl - IS	7 281		215 920,77		
CAUDEVAS	451110	Cpte crt CAUDIS Expl	9 143	7 281,00			
CAUDEVAS	451860	Grpe intérêts courus à payer	347	-9 142,71			
CAUDEVAS	451870	Grpe intérêts courus à recevoir	4 998	-347,00			
CAUDEVAS	613200	Location agence	6 256	4 998,00			
CAUDEVAS	614000	Charges locatives	1 594				
CAUDEVAS	661522	Int cpte crt CAUDIS Expl	347	6 256,49			
CAUDEVAS	763000	Revenus des autres créances	4 998	1 593,99			
SEA	451100	Cpte crt CAUDIS Expl - IS	149	347,00			
SEA	451410	Cpte crt CAUDIS Expl	149	-4 998,00			
SEA	451860	Grpe intérêts courus à payer	72 369				
SEA	661522	Int cpte crt CAUDIS Expl	264				
SEA	621410	Int cpte crt CAUDIS Expl	400				

0 -1 233 898 1 383 987 -221 910 71 820

	CAUDIS Expl	CAUDIS Dist	CAUDIS Evasion	SEA
CAUDIS Expl		1 168 066	-5 989	71 820
CAUDIS Dist	-1 168 066		-215 921	
CAUDIS Evasion	5 989	215 921		
SEA	-71 820			

Ecart d'acquisition

Entreprise détentrice	Entreprise détenue	Valeur brute			Amortissement		
		Début	Ajustement	Fin	Début	Dotation	Fin
CAUDIS EXPLOIT.	CAUDIS DISTRI.	3 496 732		3 496 732	2 159 989	233 115	2 393 104
CAUDIS DISTRI.	CAUDIS EVASION	73 120		73 120	73 120	-	73 120
CAUDIS DISTRI.	CAUDIS EVASION	14 627		14 627	14 627	-	14 627
CAUDIS EXPLOIT.	SEA	-11 326		-11 326	-11 326	-	-11 326
CAUDIS EXPLOIT.	CAUDIS DISTRI.	10 810 000		10 810 000	-	-	-
		14 383 153		14 383 153	2 236 410	233 115	2 469 525

Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	3 584 479				10 795 947	14 380 426
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	238 441	28 729				267 170
Fonds commercial	10 906 470	40 000			-10 810 000	136 470
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		3 969				3 969
Immobilisations incorporelles brutes	11 144 911	72 698			-10 810 000	407 609

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	2 247 736	233 115				2 480 851
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	202 468	11 148				213 616
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	202 468	11 148				213 616

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	1 336 743	-233 115			10 795 947	11 899 575
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	35 973	17 581				53 554
Fonds commercial	10 906 470	40 000			-10 810 000	136 470
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		3 969				3 969
Valeurs nettes	10 942 443	61 550			-10 810 000	193 993

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	3 034 310					3 034 310
Constructions	23 650 814	270 125				23 920 939
Installations techniques, matériel, outillage	3 541 311	236 796	135 861			3 642 246
Autres immobilisations corporelles	1 320 623	64 109				1 384 732
Immobilisations en cours	28 100	102 392				130 492
Avances et acomptes		77 660				77 660
Valeurs brutes	31 575 158	751 082	135 861			32 190 379

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions	8 637 604	1 324 726				9 962 330
Installations techniques, matériel, outillage	2 937 631	270 476	135 861			3 072 246
Autres immobilisations corporelles	827 981	117 194				945 175
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	12 403 216	1 712 396	135 861			13 979 751

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	3 034 310					3 034 310
Constructions	15 013 210	-1 054 601				13 958 609
Installations techniques, matériel, outillage	603 680	-33 680				570 000
Autres immobilisations corporelles	492 642	-53 085				439 557
Immobilisations en cours	28 100	102 392				130 492
Avances et acomptes		77 660				77 660
Valeurs nettes	19 171 942	-961 314				18 210 628

Immobilisations financières

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations			381	381		
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 287 297	5				1 287 302
Prêts	37 527	2 355				39 882
Autres immobilisations financières	40 799	31 556				72 355
Créances rattachées à des participations						
Valeurs brutes	1 365 623	33 916	381	381		1 399 539

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations			381	381		
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 287 297	5				1 287 302
Prêts	37 527	2 355				39 882
Autres immobilisations financières	40 799	31 556				72 355
Créances rattachées à des participations						
Valeurs nettes	1 365 623	33 916	381	381		1 399 539

Principales composantes du stock

Valeurs en €	Brutes	Dépréciations	Nettes
Matières premières, approvisionnements	103 703		103 703
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	5 067 756	2 846	5 064 910
Valeurs brutes	5 171 459	2 846	5 168 613

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé										
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES										
Provisions pour risques	37 519		17 270	18 079						36 710
Provisions pour charges	472 064		16 714	27 690						461 088
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	509 583		33 984	45 769						497 798
Provisions sur frais d'établissement										
Prov. sur frais de recherche et développement										
Prov. sur conss, brevets et droits similaires										
Provisions dépréciation droit au bail										
Provisions dépréciation fond commercial										
Provisions sur autres immo. incorporelles										
Provisions sur immobilis. incorporelles en cours										
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES										
Provisions sur terrains										
Provisions sur terrains en crédit bail										
Provisions sur constructions										
Provisions sur constructions en crédit bail										
Provisions sur immobilis. corporelles en cours										
PROV. SUR IMMO CORPORELLES										
Provisions sur titres de participation										
Prov. pour cess.actifs nets en cours										
Provisions sur titres mis en équivalence										
Provisions sur créances rattachées										
Provisions sur autres titres immobilisés										
Provisions sur prêts										
Provisions sur autres immobilis. financières										
PROV. SUR IMMO FINANCIERES										
Provisions sur stocks matières premières										
Provisions sur en cours de biens										
Provisions sur en cours de services										
Provisions sur stocks produits finis										
Provisions sur stocks marchandises	42 566		2 846	42 566						2 846
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS	42 566		2 846	42 566						2 846
Prov. sur avances et acptes versés sur cmdes										
Provisions sur comptes clients	55 168		102 475	55 168						102 475
Provision dépréciation clients douteux										
Provisions sur autres créances	3 026		1 764	2 930						1 860
Provisions charges constatées avan.										
Prov. sur valeurs mobilières de placement										
Provisions sur actions propres										
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	58 194		104 239	58 098						104 335
TOTAL GENERAL	610 343		141 069	146 433						604 979

Créances par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 287 302			1 287 302
Prêts	39 882			39 882
Autres immobilisations financières	72 355			72 355
Avances et acomptes versés sur commandes	59 769	59 769		
Créances clients et comptes rattachés	1 164 436	1 164 436		
Clients douteux	140 618	140 618		
Actif d'impôt différé	350 763	350 763		
Autres créances	1 574 230	1 574 230		
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL GENERAL	4 689 355	3 084 313		1 365 623

Dettes par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements	9 656 084	1 741 968	7 064 826	849 290
Concours bancaires courants	5 810 757	5 810 757		
Emprunts en crédit bail	13 025 086	2 201 964	10 823 122	
Intérêts courus sur emprunts	2 638	2 638		
Emprunts et dettes financières divers	192 090	105 993		86 097
Avances et acomptes reçus sur commandes en	3 575	3 575		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 504 610	5 504 610		
Dettes fiscales et sociales	2 546 645	2 546 645		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	61 365	61 365		
Autres dettes	469 738	469 738		
TOTAL GENERAL	37 272 588	15 890 220	17 887 948	935 387

Impôts différés de l'exercice

<i>Actif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Engagement retraite</i>	148 933
<i>Activation du crédit-bail</i>	174 938
<i>Impôts différés sur écarts temporaires</i>	26 892
Total	350 763

<i>Passif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Impôts différés sur écarts temporaires</i>	98 560
Total	98 560

<i>Détail de l'impôt sur le résultat</i>	<i>Montant</i>
<i>Impôts dus sur les bénéfices</i>	213 690
<i>Impôts différés sur les bénéfices</i>	105 562
Total	319 252

Preuve d'impôt consolidée

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	1 463 736
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	1 463 736
Impôt exigible comptabilisé	213 690
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	105 562
Impôt différé distribution	
Impôt réel	319 252
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	1 782 988
IMPOT THEORIQUE GROUPE	594 330
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-275 078
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	1 841
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	-467 021
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-465 180
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	187 979
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	2 330
Résultat sociétés transparente fiscalement	324
Autres bases	-531
Résultat et corrections intégration fiscale	
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	190 102
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-275 078

Effectifs

	Effectif au 31/01/2017	Effectif au 31/01/2016
Cadres	9	14
Agents de maîtrise	22	22
Employés	170	168
Ouvriers	19	20
TOTAL	220	224

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers donnés

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions et retraites Autres engagements donnés Autres engagements reçus	12 067 266
TOTAL	12 067 266

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Concours bancaires courants Emprunts en crédit bail Emprunts et dettes financières divers	2 137 661
TOTAL	2 137 661

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	73 602 983
Ventes de produits finis	3 729 689
Prestations de services	1 959 807
TOTAL	79 292 479

Répartition par marché géographique	Montant
France	79 292 479
Etranger	
TOTAL	79 292 479

Charges exceptionnelles

Nature des charges exceptionnelles	31/01/2017	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/01/2016
Pénalités sur marchés et dédits payés sur achats et ventes				
Pénalités, amendes fiscales et pénales	145	48		3 726
Dons, libéralités				
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice				
Subventions accordées				
Rappel d'impôts (autres qu' IS)				
Autres charges sur opérations de gestion	183	61		23 967
Charges sur exercices ant. (en cours d'exercice)	7 603	2 534		
Sous-total	7 931	2 643		27 693
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				193 965
Immobilisations financières	381	127		16
Autres éléments d'actif				
Malis provenant de clauses d'indexation				
Lots				
Sous-total	381	127		193 981
Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et				
Charges exceptionnelles diverses				
Sous-total				
Dotations aux amortissements exceptionnels	2 427	809		5 753
Dotations aux provisions réglementées (stock)				
Dotations aux provisions réglementées				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelles				
Sous-total	2 427	809		5 753
Autres charges exceptionnelles non détaillées				
TOTAL	10 739	3 579		227 427

Produits exceptionnels

Nature des produits exceptionnels	31/01/2017	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/01/2016
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes	997	332		3 263
Libéralités perçues				
Rentrées sur créances amorties				
Subventions d'équilibre.				
Dégrèvement d'impôts (autres qu'impôt sur les bénéfices)	8 016	2 672		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion				25 215
Produits sur exercices antérieurs	507	169		
Sous-total	9 520	3 173		28 478
Immobilisations incorporelles				100 000
Immobilisations corporelles	2 000	667		307 340
Autres éléments d'actif corporels				
Autres éléments d'actif incorporels				
Sous-total	2 000	667		407 340
Immobilisations financières	356	119		70
Titres consolidées				
Sous-total	356	119		70
Bonis provenant de clauses d'indexation				
Lots				
Bonis provenant du rachat d'actions et d'obligations émises				
Produits exceptionnels divers	307	102		
Sous-total	307	102		
Amortissements dérogatoires				
Provision spéciale de réévaluation				
Plus-values réinvesties				
Sous-total				
Reprises sur provisions réglementées (stocks)				
Reprises sur autres provisions réglementées				
Reprises sur provisions pour risques et charges				127 952
Reprises sur provisions pour dépréciation				
Sous-total				127 952
Autres produits exceptionnels non détaillés				
TOTAL	12 183	4 061		563 840

Soldes intermédiaires gestion consolidés

	31/01/2017	31/01/2016	Var	%
Ventes marchandises	73 602 983	72 961 512	641 471	
- Coût d'achat des marchandises vendues	59 231 130	58 353 728	877 402	
MARGE COMMERCIALE	14 371 853	14 607 784	-235 931	-2
Production vendue	5 689 496	5 705 249	-15 753	
+ Production stockée				
- Déstockage de production				
+ Production immobilisée				
PRODUCTION DE L'EXERCICE	5 689 496	5 705 249	-15 753	
PRODUCTION + VENTES	79 292 479	78 666 761	625 718	
- Coût d'achat des marchandises vendues	59 231 130	58 353 728	877 402	
- Consommations exercice en provenance des tiers	6 712 605	6 803 091	-90 486	-1
VALEUR AJOUTEE	13 348 744	13 509 942	-161 198	-1
+ Subventions d'exploitation	78 524	25 193	53 331	212
- Impôts, taxes et versements assimilés	1 444 505	1 396 495	48 010	3
- Charges de personnel	7 789 202	7 746 400	42 802	1
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	4 193 561	4 392 240	-198 679	-5
+ Reprises sur charges calculées, transferts	264 183	161 011	103 172	
+ Autres produits	489 206	529 186	-39 980	-8
- Dotations aux amortissements et aux provisions	1 862 189	2 061 755	-199 566	
- Autres charges	96 798	226 107	-129 309	-57
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 987 963	2 794 575	90 216	3
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun				
+ Produits financiers	1 697	2 775	-1 078	-39
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun				
- Charges financières	975 001	1 105 060	-130 059	-12
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	2 014 659	1 692 290	219 197	13
Produits exceptionnels	12 183	563 840	-551 657	-98
- Charges exceptionnelles	10 739	227 427	-216 688	-95
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 444	336 413	-334 969	-100
- Impôts dus sur les bénéfices	213 690	335 749	-122 059	-36
- Impôt sur les bénéfices	105 562	21 255	84 307	397
Résultat des sociétés intégrées	1 696 851	1 671 699	25 152	2
Résultat sociétés mises en équivalence				
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	233 115	233 115		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDE	1 463 736	1 438 584	25 152	2
RESULTAT GROUPE	1 462 716	1 437 416	25 300	2
RESULTAT HORS GROUPE	1 020	1 168	-148	-13
Produits des cessions des éléments d'actifs	2 356	407 409	-405 053	-99
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	381	193 981	-193 600	-100
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS	1 975	213 428	-211 453	-99

CAUDIS EXPLOITATION - Détail des Engagements hors bilan

Engagements donnés par CAUDIS EXPLOITATION

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
Comité directeur du 03/02/2011	Cautions solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 187.500€ plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 2 500 000 € sollicité par la société HATTEN au profit du Crédit agricole mutuel nord de France pour une durée de 12 ans, étant précisé qu'après la phase de différé d'amortissement, la caution pourra être levée après 3 exercices consécutifs faisant apparaître une CAF suffisante pour assurer le service annuel de la dette. En-cours au 28/02/2016 : 1 614 437 €	187 500
Comité directeur du 03/02/2011	Cautions solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 189.750€ plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 2 530 000 € sollicité par la société HOLDING SAINT NICOLAS au profit du « crédit agricole mutuel nord de France » pour une durée de 12 ans. Etant précisé qu'après la phase de différé d'amortissement, la caution pourra être levée au terme de 3 exercices consécutifs faisant apparaître une CAF suffisante pour assurer le service annuel de la dette. En-cours au 28/02/2016 : 1 633 810 €	189 750
Comité directeur du 03/02/2011	Cautions solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 199.275€ plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 2 657 000 € sollicité par la SAS NICOLADIS au profit du Crédit Agricole mutuel nord de France sur une durée de 12 ans. Etant précisé qu'après la phase de différé d'amortissement, la caution pourra être levée au terme de 3 exercices consécutifs faisant apparaître une capacité	199 275

	d'autofinancement suffisante pour assurer le service annuel de la dette. En-cours au 28/02/2016 : 1 715 823 €	
Comité directeur du 25/06/2012	Caution solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 211 920 € plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 1 766 000 € sollicité par la société SODHIRS au profit du Crédit Coopératif. La caution sera levée à partir de la justification de 5 exercices complets de 12 mois suivant l'année de mise à disposition des fonds avec le respect des conditions suivantes : Constatation de 3 exercices consécutifs de 12 mois bénéficiaires sans report à nouveau négatif, capacité d'autofinancement consolidée de Sodhirs supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme consolidé, hors produits exceptionnels. En-cours au 31/01/2017 : 1 232 723 €	211 920
	Caution solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 211 920 € plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 1 766 000 € sollicité par la société SODHIRS au profit du CIC EST pour une durée de 12 ans. La caution est pour une durée minimum de 8 ans sous réserve de la justification d'une capacité d'autofinancement suffisante avec au moins 5 années de CAF consécutive consolidée suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées. En-cours au 31/01/2017 : 1 163 955 €	211 920
	Caution solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant limité à 12% de l'encours plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 1 768 000 € sollicité par la société SODHIRS au profit de	148 984

	BPI FRANCE pour une durée de 12 ans. La caution est pour une durée minimum de 5 ans avec au moins 5 années de CAF consécutive consolidée suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées. En-cours au 31/01/2017 : 1 241 537 € Caution solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 98 400 € plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 820 000 € sollicité par la société HIRSONDIS au profit du Crédit Coopératif pour une durée de 12 ans. La caution sera levée à partir de la justification de 5 exercices complets de 12 mois suivant l'année de mise à disposition des fonds avec le respect des conditions suivantes : Constatation de 3 exercices consécutifs de 12 mois bénéficiaires sans report à nouveau négatif, Capacité d'autofinancement consolidée de Hirsondis supérieure ou égale à la part à moins d'un an de son endettement moyen long terme consolidé, hors produits exceptionnels. En-cours au 31/01/2017 : 570 119 € Caution solidaire et divise de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant limité à 12% de l'encours plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un concours bancaire de 1 634 000€ sollicité par la société HIRSONDIS auprès de BPI FRANCE pour une durée de 12 ans. La caution est pour une durée minimum de 5 ans avec au moins 5 années de CAF consécutive consolidée suffisante pour couvrir les échéances à moins d'un an consolidées. En-cours au 31/01/2017 : 1 174 336 €	98 400 140 920
Comité Directeur du 31/10/13	Caution solidaire de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant limité à 11% de l'encours plus intérêts, commissions, frais et accessoires en garantie d'un emprunt de 2 788 000 € sollicité par la société VILMURIER auprès du CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE pour une durée de 12 ans. La caution est pour une durée minimum de 5 ans avec au moins 3	236 982

	exercices comptables de 12 mois réunissant les conditions suivantes : pas de report à nouveau négatif, pas de transfert de charges, CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts En-cours au 30/09/2016 : 2 154 382 € Cautions solidaire de la SAS CAUDIS EXPLOITATION pour un montant limité à 10% de l'encours du crédit en garantie d'un emprunt de 2 787 000 € sollicité par la société VILMURIER auprès de BPIFRANCE FINANCE pour une durée de 12 ans. La caution est valable jusqu'à la production par la société VILMURIER des autorisations définitives, CDAC et permis de construire purgé de tout recours, 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transferts de charges, avec une CAF consolidée permettant de faire face aux échéances des prêts. En-cours au 30/09/2016 : 2 156 486 €	215 649
Comité Directeur du 04/12/2014	Société «CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la Société «ETAPLEDIS », au profit du «CREDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE», en garantie du remboursement d'un emprunt de €.2 200 000, remboursable en 15 ans dont un an de différé d'amortissement en capital, moyennant un intérêt égal à EURIBOR 3 mois + 1 % et ce, à hauteur de 30 %, soit pour un montant en principal de €.660 000 plus intérêts, commissions, frais et accessoires et ce, pendant une durée de trois années consécutives de 12 mois bénéficiaires de la Société « ETAPLEDIS », après la période de franchise en capital, sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges et avec respect du ratio de couverture de la dette par la CAF. En-cours au 31/01/2017 : 2 050 387 €	615 116
	Société «CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la Société «ETAPLEDIS », au profit du «CREDIT AGRICOLE NORD DE FRANCE», en garantie du remboursement d'un emprunt de €.2 050 000, remboursable en 10 ans dont un an de différé d'amortissement en capital, moyennant un intérêt égal à EURIBOR 3 mois + 0,75 % et ce, à hauteur de 30 %, soit pour un	545 111

	montant en principal de €.615 000 plus intérêts, commissions, frais et accessoires et ce, pendant une durée de trois années consécutives de 12 mois bénéficiaires de la Société « ETAPLEDIS », après la période de franchise en capital, sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges et avec respect du ratio de couverture de la dette par la CAF. En-cours au 31/01/2017 : 1 817 035 €	
	Société «CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la Société «ETAPLEDIS », Société par actions Simplifiée dont le siège social est à BEUTIN (62170) 16 Lotissement du Petit Bois, au profit de « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.2 200 000, remboursable en 15 ans dont un an de différé d'amortissement en capital, moyennant un intérêt égal à EURIBOR 3 mois + 1 % et ce, à hauteur de 30 %, soit pour un montant en principal de €.660 000 (SIX CENT SOIXANTE MILLE EUROS) plus intérêts, commissions, frais et accessoires et ce, jusqu'à ce que la Société « ETAPLEDIS » produise après la période de franchise en capital, 3 exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires, sans report à nouveau négatif, sans transfert de charges, avec une CAF couvrant la part à moins d'un an de l'endettement. En-cours au 31/01/2017 : 2 053 651 €	616 095
	Société «CAUDIS EXPLOITATION», caution solidaire de la Société «ETAPLEDIS », au profit de « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.2 050 000, remboursable en 15 ans dont un an de différé d'amortissement en capital, moyennant un intérêt égal à EURIBOR 3 mois + 1 % et ce, à hauteur de 30 %, soit pour un montant en principal de €.615 000, plus intérêts, commissions, frais et accessoires et ce, jusqu'à ce que la Société « ETAPLEDIS » produise après la période de franchise en capital, 3 exercices de 12 mois consécutifs bénéficiaires, sans report à nouveau négatif, sans transfert de charges, avec une CAF couvrant la part à moins d'un an de l'endettement. En-cours au 31/01/2017 : 1 760 588 €	528 176

Comité Directeur du 22/01/2015	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « CORELISE » au profit de la « CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 934 000, remboursable en 15 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,44 % l'an et ce, à hauteur de €.145 050 jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2017 : 1 676 133 € Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « CORELISE » au profit de la « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 934 000, remboursable en 15 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,44 % l'an et ce, à hauteur de €.145 050 jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2017 : 1 676 133 €	145 050 145 050
Comité Directeur du 29/01/2015	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « CORELISE » au profit de la « CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 793 000, remboursable en 10 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,15 % l'an et ce, à hauteur de 7,5% du capital restant dû, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2017 : 1 434 400 €	107 580

	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société «CORELISE» au profit de la « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 793 000, remboursable en 10 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,15 % l'an et ce, à hauteur de 7,5% du capital restant dû, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2017 : 1 434 400 €	107 580
	Société «CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société «CORELISE» au profit de la «CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE» en garantie du remboursement d'un emprunt de €.600 000, remboursable en 7 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 0,95 % l'an et ce, à hauteur de 7,5% du capital restant dû, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2017 : 456 087 €	34 207
	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société «CORELISE» au profit de la « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.600 000, remboursable en 7 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 0,95 % l'an et ce, à hauteur de 7,5% du capital restant dû, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que la société « CORELISE » produise 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 31/01/2017 : 453 775 €	34 033

Comité Directeur du 28/05/2015	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « FREDHOLD » au profit de la « CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 975 000, remboursable en 12 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,25 % l'an et ce, à hauteur de 10% sur 60 % de l'emprunt (soit 118 500 €), plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que les sociétés « FREDHOLD » et « VILMURIER » produisent 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 30/09/2016 : 1 975 000 €	118 500
	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « FREDHOLD » au profit de la « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 975 000, remboursable en 12 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,25 % l'an et ce, à hauteur de 10% sur 60 % de l'emprunt (soit 118 500 €), plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que les sociétés « FREDHOLD » et « VILMURIER » produisent 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 30/09/2016 : 1 955 000 €	117 300
	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « FREDHOLD » au profit de la « CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE » en garantie du remboursement d'un emprunt de €.1 800 000, remboursable en 15 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,40 % l'an et ce, à hauteur de 10% de l'en-cours, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que les sociétés « FREDHOLD » et « VILMURIER » produisent 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 30/09/2016 : 1 800 000 €	180 000

	Société « CAUDIS EXPLOITATION », caution solidaire de la société « FREDHOLD » au profit de la « BPIFRANCE FINANCEMENT » en garantie du remboursement d'un emprunt de € 1 800 000, remboursable en 15 ans, moyennant un taux d'intérêt annuel variable égal à EURIBOR 3 mois jour + 1,40 % l'an et ce, à hauteur de 10% de l'en-cours, plus intérêts, commissions, frais et accessoires, jusqu'à ce que les sociétés « FREDHOLD » et « VILMURIER » produisent 3 exercices bénéficiaires consécutifs de 12 mois sans report à nouveau négatif, ni transfert de charges, avec une CAF permettant de faire face aux échéances annuelles de remboursement en capital des prêts. En-cours au 30/09/2016 : 1 777 650 €	177 765
Comité Directeur du 30/06/2016	Caution solidaire de la société « SARL TILLOY » en garantie d'un emprunt d'un montant global de 17 800 000 € sur une durée de 16 ans (taux : Euribor 3mois jour + 1.10 % l'an) et se répartissant de la manière suivante : - 3 160 000 € auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France ; caution solidaire à hauteur 17,75% du montant total ; - 3 160 000 € auprès de la BPIFRANCE Financement ; caution solidaire à hauteur 17,75% du montant total ; - 2 960 000 € auprès du CIC Nord Ouest ; caution solidaire à hauteur 16.63% du montant total ; - 2 960 000 € auprès du Crédit Coopératif ; caution solidaire à hauteur 16.63% du montant total ; - 2 960 000 € auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Nord France Europe ; caution solidaire à hauteur 16.63% du montant total ; - 2 600 000 € auprès de Arkea Banques Entreprises et Institutionnels caution solidaire à hauteur 14.61% du montant total ; Cette caution s'élève à 434 146 euros plus intérêts, commissions, frais et accessoires, et ce, pendant toute la durée du prêt.	434 146
	TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	5 747 009 €

Engagements donnés par des tiers en garantie des dettes financières
de CAUDIS EXPLOITATION

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
02/2007	Cautionnements solidaires en garantie de l'emprunt auprès du CRCA de 18 500 000€ : des sociétés pour un montant en principal plus intérêts, commissions et frais accessoires : Mr et Mme GAILLARD pour 1 850 000€ SAS VERDUN DISTRIBUTION pour 5 550 000€ SAS BEAUDIS pour 1 850 000€ SAS EPERDIS pour 1 850 000€ SAS SEZADIS pour 1 850 000€ SASTROYDIS pour 1 850 000€ SAS DETA DISTRIBUTION pour 1 850 000€ SAS DOUAIDIS pour 1 850 000€ SA AMANDIS pour 1 850 000€ Ces cautionnements pourront être levés au terme de 4 exercices consécutifs dès lors que le ratio consolidé : <u>Part des dettes à MLT dont l'échéance est < à 1 an <1</u> CAF consolidée En-cours au 31/01/2017 : 6 364 670 €	6 364 670
Comité Directeur du 15/11/2007	Caution solidaire limitée à 1 000 000 € de Mr et Mme GAILLARD dans le cadre de la conclusion du crédit-bail immobilier avec Finamur pour une durée de 12 ans	1 000 000

Comité Directeur du 15/11/2012	Nouvelle caution solidaire de Mr et Mme GAILLARD, au profit de « FINAMUR » garantissant l'ensemble indivisible formé du contrat de crédit-bail immobilier d'origine, de l'avenant n°1 en date du 23 octobre 2008, de l'avenant n°2 du 29 juin 2009 et du complément de crédit-bail immobilier constituant l'avenant n°3. Encours au 31/01/2017 : 5 249 556 €	
Comité Directeur du 08/07/2010	Renouvellement de la ligne de crédit de 2 500 000€ souscrit chez Edel. Caution de Mr et Mme GAILLARD à hauteur de 17% du principal majoré des intérêts et frais accessoires. Caution solidaire de la VERDUN DISTRIBUTION à hauteur de 416 667€. Caution solidaire d'AMANDIS à hauteur de 416 667 €. Caution solidaire de CAUDIS DISTRIBUTION à hauteur de 1 250 000€ assorti du nantissement du fonds de commerce à hauteur de 1 250 000€.	2 500 000
23/05/2013	Caution solidaire de la SAS Caudry Distribution à hauteur de 700 000 € assortie du nantissement en 13ème rang de son fonds de commerce sis Boulevard du 8 mai 1945 à CAUDRY, en garantie du crédit de financement consenti par la banque EDEL à la société CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 700 000 €. En-cours au 31/01/2017 : 341 541 €	341 541
28/07/2014	Caution solidaire de la SAS Caudry Distribution à hauteur de 1 000 000 € assortie du nantissement en 13ème rang de son fonds de commerce sis Boulevard du 8 mai 1945 à CAUDRY à hauteur de 1 000 000 €, en garantie du crédit de	1 000 000

	financement consenti par la banque EDEL à la société CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 1 000 000 €.	
19/10/2006	Nantissement des 9 879 actions de la SAS CAUDIS en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la CRCA de 18 500 000€	6 364 670
28/10/2010	Nantissement du fonds de commerce de l'hypermarché appartenant à la société « CAUDIS DISTRIBUTION – CAUDIS » en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la CRCA de 800.000€	116 996
25/08/2011	Nantissement du fonds de commerce de l'hypermarché appartenant à la société « CAUDIS DISTRIBUTION – CAUDIS » en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la CRCA de 580.000€	150 944
	TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES PAR DES TIERS	17 838 821 €

CAUDIS DISTRIBUTION - Détail des Engagements hors bilan

Engagements donnés par CAUDIS DISTRIBUTION

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
26/06/2014	Caution solidaire de la SAS Caudry Distribution à hauteur de 1 000 000 € assortie du nantissement en 13^{ème} rang de son fonds de commerce sis Boulevard du 8 mai 1945 à CAUDRY à hauteur de 1 000 000 €, En garantie du crédit de financement consenti par la banque EDEL à la société CAUDIS EXPLOITATION pour un montant de 1 000 000 €.	1 000 000
23/05/2013	Constitution de la Société Caudry Distribution-Caudis, caution solidaire de la société Caudis Exploitation, Nantissement en 13^{ème} rang de son fonds de commerce d'hypermarché sis à Caudry, En garantie du remboursement du prêt de 700 000 € consenti par la banque EDEL à la société CAUDIS EXPLOITATION et ce, à hauteur de 700 000 € en principal, à majorer de tous intérêts au taux TE3M + 1.65% commissions, frais et accessoires, étant précisé que le présent cautionnement restera proportionnel au capital restant dû. Capital restant dû au 31/01/2017 : 341 541 €	341 541
2010	Caution de la société LUCAT FINANCIERE en garantie d'un emprunt de 11 500 000 € contracté le 19/07/2011 auprès du Crédit Agricole Nord de France. Capital restant dû au 31/01/2017 : 7 076 923 €	1 035 000

08/07/2010	Caution solidaire de la société CAUDIS EXPLOITATION à hauteur de 1 250 000 € en garantie du remboursement de l'ouverture de la ligne de crédit consenti par la banque Edel à hauteur de 2.500.000 Euros remboursable sur 12 mois, renouvelable annuellement par tacite reconduction, moyennant un taux d'intérêt annuel égal à Euribor 3 mois + 0,60%. Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque EDEL à hauteur de 1 250 000€ en garantie de la ligne de crédit de 2 500 000€ ouverte par CAUDIS EXPLOITATION	1 250 000
2006	Caution de la société FIVES IMMOBILIER en garantie d'un emprunt de 558 350 € contracté le 01/12/2006 auprès du Crédit Agricole Nord de France. Capital restant dû au 31/01/2017 : 88 840 €	88 840
04/11/2004	Engagement donné de participer au remboursement du prêt consenti et accepté par la société SCAPARTOIS pour permettre à l'ACDLec de contribuer à l'amortissement des échéances du crédit-vendeur octroyé lors de la cession des marques et enseignes E LECLERC et échelonné sur 12 ans. Conditions du prêt : Durée ferme & définitive de 25 ans expirant au plus tard le 31 décembre 2028. Taux d'intérêt : Euribor 3 mois + 0,10 % Mise en place : tirage successifs par la Scapartois Contribution au 31/01/2017 : 37 527 €	467 215
	TOTAL	4 182 596 €

Sûretés réelles consenties

DATE D'AUTORISATION	DESCRIPTIF DES ENGAGEMENTS	MONTANT
24/05/2012	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque OSEO à hauteur de 357 000 € en garantie du prêt de 357 000 €. Durée : 144 mois, taux intérêt : Euribor 3mois + 1.20% l'an Capital restant dû au 31/01/2017 : 232 341 €	232 341
24/05/2012	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 153 000 € en garantie du prêt de 153 000 €. Durée : 144 mois, taux intérêt : Euribor 3mois + 1.20% l'an Capital restant dû au 31/01/2017 : 98 385 €	98 385
24/05/2012	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 400 000 € en garantie du prêt de 400 000 €. Durée : 84 mois, taux intérêt : Euribor 3mois + 1% l'an Capital restant dû au 31/01/2017 : 146 398 €	146 398
25/08/2011	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 580 000 € en garantie du prêt de 580 000 € accordé à CAUDIS EXPLOITATION. Durée : 84 mois, taux intérêt : Euribor 3mois + 0.60% l'an. Capital restant dû au 31/01/2017 : 150 944 €	150 944

07/07/2011	En garantie de l'emprunt contracté auprès de l'établissement financier OSEO pour 1 421 000 €. Durée : 180 mois, taux d'intérêt : Euribor 3mois + 0,55% : - Privilège du Prêteur de Deniers pour 560 000 € en concurrence avec le Crédit Agricole Nord de France pour 16 ans. - Pour le surplus du crédit, hypothèque en 1^{er} rang, à hauteur de 150 500 € en concurrence avec le Crédit Agricole Nord de France sur un bâtiment de 8 001 m², situé 3 et 3bis rue du Château de Selles à Cambrai (59400). - Nantissement du fonds de commerce en 7^{ième} rang à hauteur de 1 421 000 € en concurrence avec le Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 609 000 €. Capital restant dû au 31/01/2017 : 993 108 €	993 108
07/07/2011	En garantie de l'emprunt contracté auprès de l'établissement financier Crédit Agricole Nord de France pour 609 000 €. Durée : 180 mois, taux d'intérêt : Euribor 3mois + 0,75% : - Privilège du Prêteur de Deniers pour 240 000 € en concurrence avec la banque OSEO pour 16 ans. - Pour le surplus du crédit, hypothèque en 1^{er} rang, à hauteur de 64 500 € en concurrence avec la banque OSEO sur un bâtiment de 8 001 m², situé 3 et 3bis rue du Château de Selles à Cambrai (59400). - Nantissement du fonds de commerce en 7^{ième} rang à hauteur de 609 000 € en concurrence avec la banque OSEO à hauteur de 1 421 000 €. Capital restant dû au 31/01/2017 : 399 489 €	399 489

28/10/2010	Nantissement du fonds de commerce au profit de la banque Crédit Agricole Nord de France à hauteur de 800 000 € en garantie du prêt de 800 000 € accordé à CAUDIS EXPLOITATION. Durée : 84 mois, taux intérêt : Euribor 3mois + 0.40 Capital restant dû au 31/01/2017 : 116 996 €	116 996
	TOTAL	2 137 661 €